

Avis

- 67 Avis du Comité économique et social
sur le « Recours au principe de précaution »
- 75 Avis du Comité économique et social
sur le « Livre blanc sur la responsabilité environnementale »
- 82 Avis du Comité des régions sur le thème
« Vers une stratégie européenne d'aménagement intégré
des zones côtières (AIZC) : principes généraux
et options politiques »

Communication

- 89 Communication faite conformément à l'article 19, paragraphe 3,
du règlement n° 17 du Conseil (aff. 34.950) - Eco-Emballages

Rapport

- 102 Le Médiateur européen (rapport annuel 1999)

Questions écrites

- 108 Question écrite E-1553/99 du 1^{er} septembre 1999
Objet : Le règlement européen CITES et la France
- Question écrite E-1771/99 du 11 octobre 1999
Objet : Lien entre l'approbation de programmes
relevant des fonds structurels et la notification des zones
prévues par la directive concernant la conservation des oiseaux
et par la directive concernant la conservation
des habitats naturels ainsi que de la faune
et de la flore sauvages
- 109
- 110 Question écrite P-1974/99 du 19 octobre 1999
Objet : Interreg, URBAN, partenariat et développement durable
- 111 Question écrite E-2588/99 du 3 janvier 2000
Objet : Directive sur la protection des oiseaux
- 112 Question écrite E-2616/99 du 12 janvier 2000
Objet : Dépenses agro-environnementales

Liste des textes et documents

- 114 Textes définitifs
- 117 Propositions

BIBLIOGRAPHIE

- 119 Jérôme FROMAGEAU et Marie CORNU, « Fondations et trust »

REVUE DES REVUES

- 123
- 125 **Sommaire Revue juridique de l'environnement n° 1/2001**

1
2001



REVUE EUROPÉENNE



DE DROIT



DE L'ENVIRONNEMENT

CRIDEAU

Centre de
Recherches
Interdisciplinaires
en Droit
de l'Environnement
de l'Aménagement
et de l'Urbanisme
UPRESA 6062 CNRS

PULIM

SOMMAIRE

ARTICLE

- La compatibilité des instruments économiques
au regard des dispositions relatives aux aides d'État**
par Sandrine ROUSSEAU 3

CHRONIQUE NATIONALE

- Danemark**
par Ellen Margrethe BASSE 17

JURISPRUDENCE

- Directive n° 92/43/CEE - Conservation des habitats naturels
ainsi que de la faune et de la flore sauvages - Délimitation des sites
susceptibles d'être désignés comme zones spéciales
de conservation - Pouvoir d'appréciation des États membres -
Considérations économiques et sociales - Estuaire du Severn**
CJCE, 7 novembre 2000, The Queen et Secretary of State
for the Environment, Transport and the Regions, *ex parte* :
First Corporate Shipping Ltd, en présence de World Wide Fund
for Nature UK (WWF) et Avon Wildlife Trust,
aff. C-371/98 (extraits) 25

CONCLUSIONS

- par Philippe LEGER, avocat général
**Panorama de jurisprudence de la Cour de justice
et du tribunal de première instance
des Communautés européennes (3^e trimestre 2000)** 37

TEXTES ET DOCUMENTS (juillet-août-septembre 2000)

Textes communautaires reproduits

Règlement

- Règlement (CE) n° 1980/2000 du Parlement européen
et du Conseil du 17 juillet 2000
établissant un système communautaire révisé
d'attribution du label écologique 39

Directive

- Directive n° 2000/14/CE du Parlement européen
et du Conseil du 8 mai 2000
concernant le rapprochement des législations des États membres
relatives aux émissions sonores dans l'environnement
des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments 50